



HAL
open science

Les élections au Mexique : un réalignement politique historique ?

Gaspard Estrada

► **To cite this version:**

Gaspard Estrada. Les élections au Mexique : un réalignement politique historique ?. Les études du Centre d'études et de recherches internationales, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), 2019, pp.73 - 74. hal-03393320

HAL Id: hal-03393320

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03393320>

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les élections au Mexique : un réalignement politique historique ?

par Gaspard Estrada

Le Mexique a vécu une année électorale inédite. Pour la première fois depuis le début de la transition démocratique, le pays a basculé à gauche. Andrés Manuel López Obrador (AMLO), ancien maire de Mexico et fondateur du Mouvement de régénération nationale (Morena, gauche) a été élu à la présidence de la République avec plus de trente millions de voix, soit 53 %. L'ampleur de ce succès dans les urnes est largement due à l'impopularité du président sortant, Enrique Peña Nieto, aux mauvais résultats économiques et sociaux de son gouvernement, ainsi qu'à l'aggravation de la violence dans le pays. Cette dynamique en faveur de la gauche est également le fruit du rejet par les Mexicains de l'offre électorale du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, centre) et du Parti d'action nationale (PAN, droite). José Antonio Meade a pâti de l'impopularité du président Peña Nieto et de son parti, le PRI, alors même qu'il n'en était pas adhérent lors de son investiture. Sa carrière ministérielle sous le PAN et le PRI (au ministère des Finances notamment) a contribué à donner du poids aux critiques formulées par AMLO, qui faisait de lui l'incarnation des politiques macroéconomiques en vigueur dans le pays depuis près de quarante ans. Ricardo Anaya, ancien président du PAN, a échoué à faire de son alliance gauche-droite avec le Parti de la révolution démocratique (PRD, centre gauche) et le Mouvement citoyen (MC, centre gauche) une alternative à AMLO et au PRI. Ses hésitations quant à son positionnement, pleinement dans l'opposition ou en faveur d'une large alliance avec le gouvernement pour faire barrage à AMLO, ont pesé sur ce résultat, ainsi que les attaques du gouvernement à son encontre par le biais du ministère de la Justice. Ce duel fratricide entre le PRI et le PAN durant une partie importante de la campagne a permis à AMLO d'aller au-delà de son socle d'électeurs, notamment dans le nord du pays, région traditionnellement acquise à la droite. Cette conjonction de facteurs lui a même permis de l'emporter dans trente et un Etats de la fédération sur trente-deux. Un record.

Ce raz de marée a été amplifié par la tenue concomitante de nombreux autres scrutins fédéraux, régionaux et locaux (près de dix-huit mille mandats étaient soumis au suffrage le 1^{er} juillet). Si l'harmonisation du calendrier électoral mexicain visait à diminuer le coût des campagnes et à augmenter le taux de participation des électeurs, cette réforme électorale a surtout contribué à renforcer la victoire de Morena. Alors que le Mexique était habitué à élire des présidents ne disposant pas de majorité au Parlement, la coalition d'AMLO frôle le seuil requis pour réaliser des réformes constitutionnelles, ce qui lui permet d'engager son ambitieux programme de réformes. Car le message adressé par les Mexicains est clair : ils souhaitent aller au-delà de l'expérience décevante de l'alternance sous Vicente Fox (président paniste de 2000 à 2006) pour impulser un véritable changement. Ces quarante dernières années, le pays a vu son économie évoluer en profondeur, en s'arrimant structurellement à l'Amérique du Nord par le biais de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna). Néanmoins, la politique de soutien à la compétitivité des usines de produits semi-manufacturés a concouru à réduire le pouvoir d'achat du salaire minimum, créant une masse de travailleurs pauvres. Les disparités économiques régionales ont augmenté, incitant de nombreux paysans du sud du pays à quitter leur domicile pour chercher un avenir aux Etats-Unis et laissant de vastes

territoires à la merci des trafiquants de drogues. L'expansion du crime organisé a fait exploser la violence dans le pays, qui a atteint un record historique avec 25 339 homicides en 2017. De septembre 2017 à juillet 2018, près de cent trente candidats ont été assassinés. Pour enrayer cette spirale macabre, le nouveau gouvernement souhaite dépénaliser la consommation de certaines drogues, tout en réaffirmant le rôle central de l'armée dans le maintien de la sécurité publique. En ce qui concerne l'économie, si AMLO a voulu rassurer les milieux d'affaires et les marchés financiers internationaux en validant la délicate renégociation de l'Alena, en s'engageant à maintenir l'autonomie de la Banque centrale et en promettant le maintien d'une politique fiscale restrictive, il a annoncé son souhait de stopper la construction du nouvel aéroport de la ville de Mexico, au risque d'indisposer certains investisseurs étrangers.

Par ailleurs, si durant la campagne présidentielle, son alliance avec le Parti de la rencontre sociale (PES), d'obédience évangélique, avait suscité inquiétude et critique de la part de ses soutiens plus progressistes, l'agenda en faveur des minorités (mariage homosexuel, droits des populations lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles) devrait être voté au Parlement.

Enfin, durant la campagne, AMLO a proposé de refonder la politique sociale du gouvernement instaurée dans les années 1990, qui repose sur des transferts de cash conditionnés. L'idée est d'évoluer vers un système universaliste, que ce soit en matière d'aide sociale aux seniors, d'accès aux soins ou de soutien à la jeunesse, avec la mise en place d'un programme d'apprentissage associant l'Etat et les entreprises pour former les jeunes au chômage et sans qualifications.

L'élection d'AMLO a eu lieu dans un contexte de fortes turbulences avec les Etats-Unis, pays voisin et principal partenaire du Mexique. L'élection de Donald Trump en 2016 a rebattu les cartes de la relation bilatérale. Si durant la campagne électorale, les candidats ont unanimement défendu la renégociation du traité de libre-échange, il n'en reste pas moins que la possibilité de voir disparaître le principal accord commercial du pays place les élites économiques et politiques mexicaines dans une sorte d'introspection, sans que se dessine une véritable alternative à ce jour. Du fait de la multiplicité des enjeux liés à la relation bilatérale – lutte contre le crime organisé, enjeux migratoires et développement de l'Amérique centrale – il est peu probable que le dialogue politique entre les deux pays soit rompu ou ralenti. Restent les questions de politique internationale à l'égard desquelles la position d'AMLO demeure inconnue, alors que s'ouvre une fenêtre d'opportunité pour le Mexique en Amérique latine, entre un régime vénézuélien à l'agonie et un gouvernement brésilien qui s'apprête à opérer un changement copernicien de sa politique étrangère, en réalignant ses priorités en fonction des desseins de l'administration Trump. La défense du multilatéralisme, une des marques de fabrique des années Lula au Brésil, pourrait devenir l'apanage du Mexique, par le biais de son nouveau ministre des Affaires étrangères, Marcelo Ebrard.